

Sommaire n°1

Du 12 au 18 janvier 2015

Editorial

Club Med, Accor, Toulouse-Blagnac : les emplettes ciblées de la Chine en France

Politique

Xi Jinping : le raidissement, à gauche et à droite

Santé

La santé chinoise prépare son avenir

Environnement

2015, en environnement, la Chine veut mieux faire

Economie

Pékin - La fin prévisible d'un marché populaire, le Yashow

Petit peuple

Changsha (Hunan) - Un Tanguy qui refuse de quitter le nid

Rendez-vous

du 12 au 18 janvier 2015

Dernière minute

"Le Vent de Charlie", message de soutien à Charlie Hebdo

Editorial

Club Med, Accor, Toulouse-Blagnac : les emplettes ciblées de la Chine en France



Depuis Noël, trois investissements chinois dans l'Hexagone ont fait froncer les sourcils. Le consortium **Symbiose** (le Shandong High Speed Group, le sino-hongkongais CALC, financé en partie par l'Eximbank, et le Canadien SNC-Lavalin au plan technique) a repris 49,9% de l'aéroport de **Toulouse-Blagnac**. **Fosun** a pris le contrôle du **Club Med**, et l'hôtelier **Huazhu** (n°13 mondial) s'est associé à **Accor** (n°4).

L'aéroport de Toulouse-Blagnac et le Club Med ont été âprement disputés. Symbiose a mis le prix (308 millions d'€), notoirement supérieur au marché, pour convaincre une France réticente. CALC d'ailleurs, commandait 100 Airbus A320 livrables d'ici 2022, pour 8,3 milliards de €. A un tel client, comment refuser Blagnac ?

Le Club Med a vu durant 18 mois Fosun et son PDG Guo Guangchang, livrer un bras de fer avec l'italien Bonomi (Global Resorts), gonflant son offre de 45%, à 24,6€ la part, pour emporter une mise fort surévaluée (939 millions d'€).

La **complémentarité** de ces trois opérations dans les secteurs, naturellement interconnectés du tourisme, de l'hôtellerie et du transport aérien, est si nette qu'on la soupçonne ciblée. Les repreneurs sont privés (Fosun) ou publics (Shandong) - mais en Chine, la frontière entre les deux est

floue et Pékin a les moyens de lancer des stratégies hors frontières en s'appuyant sur tous types de firmes. Mais quels en sont les objectifs ?

On devine clairement les intérêts de Pékin pour l'aéroport toulousain, voisin des usines **Airbus**, son fournisseur et rival de l'avionneur chinois Comac. Ensuite, la Chine pourrait ainsi vouloir récupérer une part du « gâteau », généré par les vacanciers chinois en France : à l'avenir, ces touristes, de Roissy ou Toulouse, pourraient rejoindre ses villages Club Med et ses hôtels Accor, voire les **Louvre Hotels** et les villages **Pierre et Vacances**, où elle détient aussi des participations.

Côté français, les partenaires n'y perdront rien, bien au contraire. **Accor** possédera 10% de Huazhu (200.000 chambres dans 280 villes de Chine) et surtout accèdera à son réseau de 30 millions de membres de son programme de fidélité. En échange, Accor lui confie la gestion de ses hôtels « économie » et moyenne gamme en Chine (ibis, ibis Styles, Novotel, Mercure...) pour se concentrer sur le haut de gamme (Sofitel, Pullman...). Une alliance conjuguant savoir-faire et marques internationales, à l'expertise locale. Le **Club Med** lui, augmentera sa part de clients asiatiques dans ses 80 villages sur 5 continents, et ouvrira 7 villages en Chine d'ici 2020, dont certains sous sa nouvelle marque « JoyView », lieux de villégiature proches des grandes villes pour de courts séjours (le premier à Qinhuangdao au Hebei en 2016).

Ce triple investissement dans des domaines parmi les plus prometteurs (la France étant la 1ère destination touristique mondiale), est une tentative de percée qui vise à créer de nouveaux flux en anticipant la demande du Céleste Empire, la couplant avec l'offre et le savoir-faire du Vieux Continent. C'est aussi une chance pour la Chine de démontrer aux Européens l'intérêt mutuel de telle synergie. Reste à attendre pour voir si la colle va prendre.

Xi Jinping : le raidissement, à gauche et à droite



Parallèlement à la campagne **anti-corruption** lancée par **Xi Jinping** depuis plus d'un an, s'est greffé en Chine un redressement **idéologique** aux accents indéniablement **maoïstes**. Dès avril 2013, le Parti publiait un document central n°9 contre les « valeurs universelles de l'Ouest ». Puis en octobre 2014, surgissait un document n°30 encore plus mobilisateur, adjurant les membres du Parti de traquer quiconque « chanterait sur un autre air que celui du niveau central », et prétendrait « briser le bol du Parti, après en avoir mangé la soupe ».

Dans la presse et les universités, la chasse était ouverte contre les cercles libéraux accusés d'être « nids de pensées anti-Parti », et les intellectuels tentés de critiquer le régime.

Pour les milieux gauchistes, ce tournant, très inattendu, était la « divine providence », intervenant juste après la chute en 2012 d'un **Bo Xilai** terrassé pour avoir tenté de mobiliser la société sur des thèmes rouges anachroniques. Après avoir senti le vent du boulet, les nostalgiques post-maoïstes pouvaient relever la tête : « c'est une période en or pour être gauchiste », déclare Zhang Hongliang, ultraconservateur. Le tournant est net. Shen Yongping,

cinéaste, prend un an de prison pour avoir tourné un film sur la Constitution. Wang Congsheng, professeur de droit, Wang Yaofeng, éditorialiste, et Qiao Mu, professeur de journalisme, perdent leur emploi pour des délits variant entre le soutien aux étudiants de Hong Kong et des critiques au Parti.

On voit même, à l'université de Xi'an, un administrateur pousser l'**anti-occidentalisme** jusqu'à interdire aux étudiants de fêter **Noël** – ce qui, depuis des décennies, ne s'était plus vu en Chine. Puis, quand à Shanghai une bousculade meurtrière coûta la vie à 26 jeunes le 31 décembre, le même cadre s'auto-justifie de son abus de pouvoir, au nom de la sécurité des jeunes...

Les zélotes de la répression sont souvent de la mouvance des « **rouges de seconde génération** » (红二代 hong er dai).

Pour Christopher Johnson, ancien analyste à la CIA, ce penchant gauchiste ferait partie intégrante de la personnalité de Xi Jinping. Par contre, l'historien Wu Si croit toujours pouvoir expliquer la rigidité du chef de l'Etat par le souci de ne pas prêter flanc à l'accusation de néo libéralisme—Xi ayant réalisé lors du face-à-face avec Bo Xilai, l'attraction importante sur la jeunesse des réminiscences révolutionnaires, et s'étant résolu à ne plus laisser quiconque occuper cet important terrain politique.

En même temps, début janvier, la campagne anti-corruption se durcit encore.

Parmi les derniers « tigres », hauts cadres corrompus épinglés, compte **Sun Hongzhi**, n°2 à l'Administration Centrale de l'Industrie et du Commerce (**SAIC**), avec rang de ministre, ainsi que **Zhang Kunsheng**, assistant vice-Ministre des Affaires étrangères. La chasse aux corrompus sert bien sûr à traquer les adversaires du 1er Secrétaire du Parti— une pratique

traditionnelle et constante dans chaque nouvelle équipe politique.

Mais ici, on voit la campagne passer à l'étape supérieure, inédite depuis Mao : dépassant les frappes envers des cadres, Xi dénonce et fait interdire les « **cliques** » au sein du Parti. Via le Quotidien du Peuple, il désigne **trois factions** : celles du **pétrole**, (avec les noms épinglés de Jiang Jiemin), du **Shanxi** (dénoncé, Ling Jihua) et du **Secrétariat** (accusé, Guo Yongxiang). L'attaque est présentée –et peut-être est-ce la réalité– comme la suite logique de la campagne anti-corruption, dans la mesure où de telles cliques servent les intérêts privés de leurs meneurs. Il se trouve aussi, par ailleurs, que ces hommes sont d'ex-lieutenants Zhou Yongkang (Jiang Jiemin) ou de Hu Jintao (Ling Jihua).

Fait notable, la campagne ne s'attaque pas frontalement aux grandes factions traditionnelles, au « club de Shanghai » (de Jiang Zemin) ou à la Ligue de la Jeunesse (de Hu Jintao) - c'est trop tôt, sans doute.

Au même moment vient la riposte de **Jiang Zemin**. À 88 ans, il sort de sa retraite pour se montrer à Hainan, sur un site dit « Mont de l'Est » (Dongshan). Mais en chinois, « passer sur le mont de l'Est » a un sens politique, à savoir « faire son retour ». Or, lors de cette promenade, Jiang était accompagné du Secrétaire provincial (signifiant ainsi qu'il compte encore de nombreux soutiens) et de ses enfants et petits-enfants - avertissement discret de ne pas toucher à sa descendance.

Tout ceci permet d'esquisser sommairement la bataille considérable en cours, sur l'ensemble de l'échiquier politique chinois. L'enjeu est connu, et l'échéance sans doute assez proche désormais : la vaste réforme sociétale et financière méditée par Xi, ainsi que son 1er ministre Li Keqiang. Pour l'instant, à ce qui semble, Xi a l'initiative et les cartes bien en main.

La santé chinoise prépare son avenir



Sous l'impulsion du ministre **Chen Zhu** en 2009, la **réforme de la santé** démarrait. 125 milliards de \$ étaient injectés pour créer et rénover 2000 **hôpitaux de district**, 5000 cliniques, 29.000 dispensaires. Une liste de **300 médicaments de base** à prix fixe était imposée pour limer les coûts médicaux. En juin 2012, un programme pilote était lancé dans 300 hôpitaux n'administrant que les remèdes listés, et recevant en compensation des subventions et le droit de faire payer plus leurs services premium.

Or, en janvier 2015, la réforme entre dans une nouvelle phase :

- Les 300 hôpitaux subventionnés passent à 2.000.

- Juste approuvé par le Conseil d'État, un **nouveau plan de croissance** (stimulus qui ne veut pas s'avouer comme tel) déversera en deux ans, **1620 milliards de \$** de fonds mixtes (privé, public, banques) sur 400 projets dans 7 secteurs, dont la santé qui figure au second rang.

- Pour faire baisser les **prix des médicaments** chers, efficaces contre des maladies graves tels cancer ou sida, le ministère veut faire jouer la concurrence en approvisionnant les hôpitaux par achats regroupés. Dans chaque province, un comité consultatif se met en place, réunissant fonctionnaires et cadres des industries pharmaceutiques, lesquelles pourront recevoir des incitatifs (licences, allègements fiscaux...) pour produire en grandes séries et à moindres coûts ces molécules trop rarement prescrites car hors de prix. Dès décembre 2014, le **Jiangxi** obtenait 15% de réduction sur 5 remèdes contre la leucémie, cancers

pulmonaire et du sein. Dès lors, le Jiangxi pouvait les ajouter à sa liste des traitements couverts par l'assurance de base.

- À Qingdao (Shandong), la sécurité sociale locale propose d'intégrer les **ONG** dans ces négociations, pour qu'elles expriment les intérêts et attentes du patient. Cette association du consommateur-citoyen est essentielle. En effet, conçue sous Mao selon les normes de l'URSS, la santé chinoise, pâtit d'un modèle autoritaire et d'une structure centralisée. Si en théorie, les médecins peuvent exercer ailleurs, en pratique ils en sont interdits par leur direction, pour se réserver l'exclusivité de leur expertise. De même, le diagnostic et les actes médicaux sont concentrés sur un seul site et payables à l'avance. Enfin, le directeur de l'hôpital est souverain, bloquant toute réforme lésant ses propres intérêts.

Il en résulte une rigidité insupportable dans la vie hospitalière, des listes d'attente, le refus de soins aux 30% de patients sans ressources ni couverture. Les médecins doivent assurer 100 consultations par jour. Les patients s'en prennent régulièrement physiquement aux docteurs—lesquels, en sous-main, réclament des milliers de yuans de bakchich pour opérer.

Autre dysfonction : quoiqu'en nombre égal aux hôpitaux privés (14.000 contre 13.000), les hôpitaux publics parviennent à truster 90% du marché de la santé. Trop chers, les privés manquent aussi de médecins.

Aussi la santé des Chinois est médiocre : 3,5 millions par an décèdent de **maladies**. La prévalence du cancer a augmenté de 50% en 20 ans. 20% souffrent de maladies cardiovasculaires, sans compter les cas non détectés. Surcharge pondérale et diabète progressent, menaçant cette société déjà vieillissante, de frais de santé en milliards de dollars annuels, voire de millions de morts prématurées. Heureusement d'autres forces viennent à la rescousse de l'État en cette tâche titanesque qui, selon l'analogie d'un professeur pékinois, s'apparente à « la tentative désespérée de faire une soupe

à l'œuf, en déversant un œuf dans l'Océan ».



Présents depuis 20 ans mais longtemps bridés par la législation, les **investisseurs étrangers** peuvent depuis 12 mois posséder à 100% une maison de santé.

Cela suscite des vocations, surtout outre-Atlantique. **CPM** (Columbia Pacific Management) bâtit deux hôpitaux de 250 lits à Wuxi et Changzhou, pour 80 millions de \$ chacun (cf photo). **Trustbridge** construit depuis décembre à Shanghai son hôpital général **Jiahui**, 500 lits, au prix de 500 millions de \$.

D'autres sont sur les rangs, pour racheter ou bâtir des hôpitaux de cent à mille lits : **UPMC** (Pittsburgh, Pennsylvanie), Harvard, le Massachusetts General Hospital, **Artemed** (Allemagne), qui tous comptent emmener leurs médecins (chinois d'origine) et leur management, afin de combiner service de qualité et contrôle des coûts. Côté chinois, **Vanke et Evergrande** (développeurs) et l'**Hôpital Universitaire de Pékin** (maison titanesque de 1400 soignants et 1800 lits, ayant coûté 730 millions de \$ en 12 ans de construction) sont aussi sur les rangs. **Alibaba** réfléchit à ouvrir des hôpitaux, et offre en attendant dans certaines métropoles, une application smartphone permettant de réserver et de payer dans certains hôpitaux la consultation souhaitée.

Tous ces efforts sont sous-tendus par la conscience générale d'une demande immense, émergente, insatisfaite : en octobre, le Conseil d'Etat prédisait au marché de la santé une valeur de 1300 milliards de \$ en 2020, quintuple de 2012, après une croissance moyenne de 21% par an. De quoi faire réfléchir !

Environnement

2015, en environnement, la Chine veut mieux faire



La Chine cesse de se voiler la face sur le coût réel de sa **pollution** : entre récoltes perdues et santé dégradée, elle réduirait de 3 à 4% la **croissance annuelle** (alors que celle-ci baisse sérieusement, pronostiquée à 6,8% pour ce trimestre).

Selon l'Institut Paulson, la **qualité de l'air** dans Pékin s'est améliorée—d'un chouïa : en moyenne en 2014, la concentration de particules de moins de 2,5 microns tombait à 99,4

microgrammes (contre 101 en 2013). On n'est pas dans les temps pour atteindre les 25% de réduction ambitionnés par la capitale d'ici 2017. Aussi la volonté du pouvoir de se démarquer sérieusement des industriels, se fait aujourd'hui sentir.

Le 30 décembre 2014 dans le Jiangsu, suite à la plainte de l'Association municipale environnementale de Taizhou, six compagnies anonymes ont été astreintes sous 30 jours à verser 26 millions de \$ à un fonds écologique pour avoir déversé leurs effluents dans des cours d'eau. La majorité des rivières de Chine sont devenues stériles, fossiles par excès de pollution : ni faune, ni flore ne peuvent plus s'y développer. A l'inverse, certains cours et lacs voient proliférer en surface un tapis de lentilles d'eau et autres plantes, avec le même effet : en dessous, ni lumière, ni vie. Ce verdict historique, selon Greenpeace, fera jurisprudence.

Une semaine après l'entrée en vigueur de la loi révisée de l'Environnement, la

Cour Suprême émet son interprétation sur la capacité d'associations civiles d'attaquer des pollueurs, par actions de classe : le 6 janvier, Zheng Xuelin, Président du tribunal environnemental près la Cour Suprême, énonce qu'à compter de ce jour, environ 700 **ONG** sont éligibles pour attaquer les industriels et autres sérieux émetteurs d'effluents liquides ou éoliens, y compris hors de leur juridiction. Pour obtenir ce droit, il suffit pour l'ONG d'avoir 5 ans d'existence juridique dans sa ville, et de n'avoir aucune condamnation.

Les plaignants verront leurs frais de dépôt de plainte allégés ou suspendus. Les accusés eux, auront désormais la charge de la **preuve de leur innocence**—démarche inverse de la pratique antérieure. Enfin, la cour reçoit le pouvoir d'injonction au pollueur de cesser ses émissions. Autant de concepts novateurs en droit environnemental chinois, qui comble à toute vitesse son retard sur les législations occidentales.

Economie

Pékin - La fin prévisible d'un marché populaire, le Yashow



Dans les années '90 à Pékin, l'**hôtel "Kylin"** trônait au cœur du quartier de **Sanlitun**. Médiocre, il avait été longtemps sauvé par la présence sur le parvis de petits commerçants, tailleurs et camelots textiles, parmi les premiers en Chine à tenter leur chance ("descendre à la mer") pour s'enrichir dans le privé. Beaucoup avaient réussi. C'est pourquoi en 2003, le Kylin

céda la place à un bazar, le « **Yashow** ». Et très vite, locaux et touristes se ruèrent, ravis de pouvoir marchander pulls en cachemire et foulards de soie. Le succès fut phénoménal, offrant un gagne-pain à des milliers de vendeurs et de coussettes.

Pourtant, le soir du 27 décembre, le Yashow **ferma**, sur ordre de la mairie soucieuse d'« embellir le site pour garantir la sécurité ». Le bazar réouvrirait en avril 2015. Mais quelque soit l'objet et la qualité des travaux, 8 re-vendeurs sur 10, angoissés par la rumeur d'une explosion des loyers, doutaient de pouvoir revenir.

Mais pourquoi donc avoir changé cette formule gagnante ? La réponse, disent les observateurs, est systémique. Un à un, les **marchés** de Pékin, comme de Chine, sont fermés administrativement. Dans le cas du Yashow, comme quelques années plus tôt pour celui du marché de la Soie, des ronds-de-cuir ne peuvent résister à la tentation de

prendre leur part d'une affaire privée ayant prouvé son potentiel lucratif. Sous prétexte d'enrayer le contrefaçon, les marchés sont fermés, redécorés puis rouverts avec des prix quadruplés, pour des marchandises toujours aussi fausses. Dès lors, les marchés végètent, ayant perdu leur clientèle.

Contradiction : en 2012, le Premier ministre **Li Keqiang**, arrivant au pouvoir, promettait de désengager l'Etat de l'**économie**, et de donner à la classe moyenne les moyens de déployer son génie des affaires. À ce qui semble, au Yashow, c'est le contraire qui est en train d'advenir. Mais avant d'en juger, il faudra patienter jusqu'à avril, à la réouverture.

Selon que celle-ci chassera ou non ses occupants par le biais des prix, on vérifiera la capacité du gouvernement à faire appliquer sa réforme économique par son administration. Dans un cas de figure comme dans l'autre, le sort du Yashow pourrait bien servir de baromètre à l'avenir du pays !

Changsha (Hunan) - Un Tanguy qui refuse de quitter le nid



Basée sur une stricte **morale confucéenne**, l'éducation chinoise est supposée assurer à l'enfant un développement harmonieux et libre de conflits.

Mais est-ce bien le cas ? Il se pourrait que la famille, confrontée au maelstrom des mutations de ce siècle, ait du mal à fonctionner. Interdisant toute contestation, une autorité parentale rigide impose dans la maison un profond silence. De nombreuses études confirment que parents et enfants ne parviennent pas à échanger.

Or il se trouve que cette tendance vient s'ajouter à une protection excessive dès les 1ers jours du « petit dragon » (que les membres du clan rivalisent à gâter). Tout ceci finit par lui faire perdre toute confiance en soi en écartant de son chemin toute chance de challenge. Ce travers (qui tout bien considéré, n'est qu'une résultante imprévue du planning familial) cause parfois un développement insolite, entre monstrueux et tragi comique.

Passé 20 ans, le jeune s'incruste chez ses parents, reportant aux calendes grecques le saut dans la vie d'adulte. La crise mûrit et rampe, jusqu'à ce que père et mère, épuisés, chassent du nid le vieil oiselet. C'est un nouveau syndrome aux antipodes exacts de celui du « nid vide » (celui où les parents, une fois l'enfant parti, doivent se recomposer une nouvelle vie). Ce

syndrome porte le nom de « kěnlǎozú » (啃老族), le bébé (adulte) qui, au lieu de têter le biberon, « grignote la chair du clan ».

À Changsha (Hunan), à l'automne dernier, le cas de Kuang Zhengxuan a défrayé la chronique. Pourri gâté dès sa naissance, il n'écoutait rien à l'école, se levait quand il lui plaisait, et rechignait à faire ses devoirs. Même en gym, il tirait au flanc, trouvant la discipline « trop bête ». A 13 ans d'ailleurs, il jetait l'éponge, abandonnait le collège pour aller « chercher sa voie ailleurs ». Ce soir-là, ses maîtres allaient prendre un verre au bar du coin pour célébrer ce bon débarras !

Les années passèrent. Ses parents le placèrent en apprentissage, menuisier d'abord, puis coiffeur... Mais en chaque endroit, il haïssait l'ambiance, le stress, les critiques... Quand il rentrait au foyer, sifflotant et soulagé, il était bien difficile aux parents de savoir s'il avait été mis à la porte, pris la fuite, ou les deux à la fois.

En 2012, son père lui dénicha un job dans une usine de jouets et de vêtements – son premier emploi, à 27 ans. Mais après quelques semaines, Zhengxuan revint au bercail indigné : on l'avait calomnié, accusé de vol, battu, même. Un tel traitement était dégradant. Pour lui, cette fois, c'en était fini : le travail, c'était bon pour les autres ! Il allait continuer à « grandir » chez papa-maman. Il se mit donc studieusement à prendre ses trois repas par jour, à dormir et à jouer avec son smartphone, tout en réclamant chaque jour ou presque, un peu d'argent pour aller s'amuser en ville.

Il l'ignorait encore, mais tout a une fin, même la patience et la force physique des parents. Simple migrant du Hubei, son ouvrier de père avait depuis longtemps tiré un trait sur tout rêve de voir l'héritier donner à ses parents l'orgueil d'une belle carrière et d'un soutien de leurs vieux jours, en échange de leur vie passée à le soutenir. Sa mère

aussi s'était lassée de voir à heures fixes cette mauvaise graine s'asseoir à sa table, rappel vivant de l'échec de toute leur existence.

En 2014, après 10 ans de disputes larvées, la crise éclata : le père le mit à la porte. Zhenxuan rétorqua alors d'une manière inouïe, exécutant la menace qu'il méditait depuis tant d'années : au **Tribunal intermédiaire** de Changsha, devant les greffiers incrédules, il porta plainte contre les auteurs de ses jours. L'argumentation était simple, scandaleuse, mais au fond pas si sottre : leur éducation n'avait pas été la bonne. De ce fait, il se voyait privé des compétences pour gagner sa vie. Eux par contre conservaient leur savoir-faire, l'habitude de gagner leur vie : ils n'avaient donc d'autre choix que de continuer à le soutenir.

Face aux juges, le garçon prouvait sa bonne foi : pour se payer une chambre à 200 yuans par mois et son riz quotidien, il venait d'accepter un emploi pour la seule chose qu'il sache faire, rester immobile : modèle pour les étudiants d'une école des beaux-arts (cf photo). Mais à 4-5 h par jour de pose, c'était une tâche éreintante, payée une misère (55 à 65 yuans/jour) et fort précaire — on ne le prenait pas tous les jours. Tout cela prouvait à suffisance que c'était aux parents de l'entretenir !

Dans cette affaire Kuang contre Kuang, on attend encore le verdict. Pour l'opinion sur internet, cependant, l'affaire est claire. Le « canon des trois caractères » (le manuel pédagogique et moral de la dynastie Qing) le dit bien : « si le fils refuse d'apprendre, (子不学, zǐ bù xué), la faute en revient avant tout au père (父之过, fù zhī guò) » - cette famille si aveuglément éprise du « petit génie », n'a que ce qu'elle mérite.

Enfin, comme on verra dans le prochain numéro, le cas de Kuang est tout sauf isolé, et son étrange paresse à vivre se répand comme feu de poudre à travers le pays. Pour enrayer ce virus, les familles vont devoir se livrer à un examen de conscience, d'urgence.

Rendez-vous

du 12 au 18 janvier 2015



5 janvier – 25 février, Harbin : 31^{ème} Festival annuel des glaces et de sculptures sur glace

12-15 janvier, Pékin : **The World Nuclear Spotlight**

15-16 janvier, Shanghai : **China Healthcare Technology Innovation Summit**

15-18 janvier, Pékin : Salon de la **fourrure et du cuir**

20-23 janvier Shanghai : Salon du **mariage**

22-23 janvier, Shanghai : Salon des **Parc à thèmes et des stations de vacances**

Dernière minute

"Le Vent de Charlie",
message de soutien à
Charlie Hebdo

Qu'ils reposent en paix et composent autant de dessins satiriques que le ciel leur inspirera - pour aiguillonner la Terre, vers la paix !



En mémoire de nos collègues de Charlie Hebdo, assassinés par l'ignorance et l'intolérance.